

Canadian  
Pamphlets  
3597

Le Patriote de l'Ouest, Prince Albert  
Sask.

La question de l'education dans  
province de la Saskatchewan



Association Catholique Franco-Canadienne de la Saskatchewan



*La Question de l'Education*  
*dans la*  
*Province de la Saskatchewan*

*Etude reproduite du PATRIOTE DE L'OUEST et publiée  
par le Comité d'Education de l'A. C. F. C.*



*Prix : 5 sous*

---

PRINCE-ALBERT, SASK.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'A. C. F. C.

---

1918





# *La Question de l'Education*

*dans la*

## *Province de la Saskatchewan*

---

Entre toutes les questions qui se débattent à cette heure dans notre Province, il n'en est pas de plus grave et de plus décisive que celle de l'éducation. Partout du reste cette question excite les préoccupations les plus vives, elle provoque les luttes les plus ardentes.

Ce qui est plus regrettable, c'est qu'elle est souvent exposée, discutée dans les journaux et les réunions publiques par des gens chez qui les impressions et les préjugés tiennent lieu d'opinions raisonnées et de convictions sincères. Aussi se prononcent-ils avec d'autant plus d'indépendance et de hauteur qu'ils sont moins gênés par des objections sérieuses qu'ils ignorent, par des difficultés dont ils ne soupçonnent pas le premier mot.

Ces gens là écrivent, ils parlent. Nous voulons bien l'admettre, c'est probablement moins par malice que par ignorance, mais ce qui est certain c'est qu'ils expriment des idées fausses, ils lancent d'atroces calomnies qui pervertissent le jugement, excitent les passions de ceux qui les lisent ou les écoutent; car on sait qu'il n'est pas de si sottise calomnie qui ne trouve quelqu'un pour la dire et plus d'un pour la croire.

Tous ceux qui aiment sincèrement notre Province et qui veulent son développement dans la paix et la concorde ont profondément regretté ce qui s'est passé dernièrement dans la réunion des syndics d'écoles qui s'est tenue à Saskatoon.

Il y avait là plus de trois mille hommes, la plupart des ouvriers et des fermiers. On les y avait fait venir pour discuter la question de l'enseignement des langues dans nos écoles.

Tous savent qu'il n'est pas facile de prononcer un jugement prudent sur cette question si délicate. Ceux qui étaient présents à cette réunion sont de bons cultivateurs, d'honnêtes ouvriers, mais des gens absolument incapables de se rendre suffisamment compte des conséquences de la résolution qu'on voulait leur faire prendre. On les avait excités d'avance; on les avait aveuglés et ils étaient venus avec



la ferme décision d'exclure de nos écoles l'enseignement de toute autre langue que l'anglais.

Et qui a dirigé cette campagne dans notre belle Province? Quels sont les hommes qui l'ont inspirée? Ce sont des hommes dans le genre de ceux dont se plaignait déjà, en 1848, un de nos Gouverneurs généraux, Sir Charles Metcalfe, quand il dénonçait "la virulence haineuse des orangistes transférés des couches chaudes des factions de la Mère-patrie dans cette colonie pour y être une source de méfaits." Ce sont ces mêmes hommes qui, dans l'Ontario comme dans l'Ouest, semblent n'avoir qu'un but: semer la discorde entre des concitoyens nés pour s'aimer et non pour se haïr, fomenter des troubles dont l'effet est désastreux pour le bien du pays et le bonheur de ses habitants.

Ces hommes, peut-être, ont plus d'esprit et plus de loyauté, ils comprennent mieux les conditions dans lesquelles nous sommes au Canada que le plus illustre des Pères de la Confédération, Sir J. A. McDonald, qui définissait ainsi l'esprit du pacte national:

"Je ne partage nullement le vœu exprimé dans certains quartiers que, par un mode quelconque, l'on tente d'opprimer l'une des deux langues du pays ou de la rendre inférieure à l'autre. Si la tentative était faite, elle serait irréalisable, et si elle était réalisable, elle serait *folle et criminelle*. L'affirmation maintes fois formulée que le Canada est un pays conquis est à propos de rien. Que le pays ait été conquis ou cédé, nous avons maintenant une Constitution qui fait à tous les sujets britanniques une situation d'absolue égalité, qui leur garantit les mêmes droits en matière *de langue*, de religion, de propriété ou de droits personnels. Il n'y a pas de race dominante en ce pays, il n'y a pas de race conquise. Nous sommes tous sujets britanniques, et ceux d'entre nous qui ne sont pas anglais ne sont pas moins britanniques que les autres."

Mais Sir J. A. MacDonald, pour nos loyaux du jour, ne comprenait rien à l'esprit de la Constitution qui nous régit. C'est évidemment pour cela que, dans une autre circonstance, il adressait ces paroles remarquables à Dalton McCarthy qui proposait l'abolition de la langue française dans les Territoires du Nord Ouest:

"Allons-nous, cent ans après, être moins généreux envers nos Canadiens français que les quelques loyalistes de l'Empire qui ont d'abord peuplé l'Ontario? Non. Cette résolution serait *une véritable honte* pour des hommes qui tenteraient de priver nos amis, les Canadiens français, d'un privilège qui leur a été accordé, il y a cent ans, par des hommes qui ne parlaient que l'anglais. Au nom de l'humani-

nité, au nom de la civilisation, au nom du progrès de ce beau pays, j'en appelle à tous nos amis de cette Chambre, sans distinction de partis, d'oublier le mauvais effet que cela pourrait produire sur leurs électeurs, et de n'avoir qu'un désir : celui de faire de tous les Canadiens anglais et français un seul peuple, ne différant entre eux que par leurs littératures, leurs différentes mentalités. Nous aurons tous à cœur d'atteindre le même but ; nous n'ambitionnerons tous qu'une même chose : jeter les fondements d'un grand pays."

D'après ce grand homme d'Etat, ce serait donc une *vraie honte* de vouloir priver les Canadiens français du privilège d'apprendre et de parler leur langue. C'est tout de même ce qu'ont fait et ce que veulent faire encore des hommes à l'esprit étroit, au cœur rétréci, qui ne peuvent pas reconnaître et pardonner un bienfait.

Sir J. A. MacDonald savait et il se rappelait que les Canadiens français ne sont pas des étrangers dans ce pays. Il savait que ces Français ont été les premiers maîtres de ces immenses territoires qui sont aujourd'hui le Canada, que les rives de nos grands fleuves et de nos grands lacs gardent le souvenir de leurs héros, que le feu ne s'était pas encore allumé au cœur des locomotives et des paquebots et que la flamme du zèle brûlait déjà la poitrine de leurs missionnaires qui venaient à la recherche des peuplades les plus reculées et pénétraient dans la nuit des forêts sauvages et des âmes païennes qu'ils illuminaient des splendeurs des enseignements divins.

Sir J. A. MacDonald savait que les Canadiens français se multiplient partout avec une rapidité prodigieuse et au Canada et aux Etats-Unis, depuis l'ancienne Acadie jusqu'aux bords du Mississipi et jusqu'aux Montagnes Rocheuses et que, s'ils disparaissaient comme race, le Canada perdrait son caractère le plus pittoresque et le plus original.

Sir J. A. MacDonald savait surtout et il se le rappelait, que s'il avait le bonheur de vivre à l'ombre du drapeau britannique, s'il avait l'honneur d'être le Premier Ministre de la plus belle Colonie de l'Angleterre, c'était aux Canadiens français qu'il le devait.

On peut oublier ce fait ; on peut le mettre de côté délibérément, mais il demeure tracé dans l'histoire en caractères indélébiles. Sans la loyauté des Canadiens français, au moins en deux circonstances, il n'y aurait pas de Canada dans l'Empire britannique.

L'histoire lui avait appris qu'en 1775, quand des Anglo-Saxons du Sud se dirigèrent vers Québec, dont à peu près toute la population était française, Carleton, le Gouverneur, lança une proclamation ordonnant à tous ceux qui ne voulaient pas combattre pour le Roi de



sortir de la ville. Pas un seul Français ne sortit; tous prirent les armes et combattirent vaillamment. Aussi, grâce à eux, la Colonie fut sauvée. Et l'honnête Carleton écrivait au Parlement anglais pour dire que si la Colonie restait sous le drapeau britannique, c'était aux Français qu'on le devait.

L'histoire lui avait appris aussi qu'en 1812 quelqu'un vint trouver le Général américain pour lui tenir ce langage: "Prenez garde, ces Français sont de braves soldats." "Bah! répondit avec dédain le Général; je les connais; ils ont été élevés par des prêtres; ils ne savent que prier."

La bataille s'engagea et de Salaberry repoussa avec éclat une armée beaucoup plus nombreuse que la sienne. Ces Canadiens français savaient prier sans doute et ils avaient besoin de savoir prier pour lutter comme des lions à l'ombre d'un drapeau encore teint du sang de leurs pères. Ils avaient été élevés par des prêtres qui leur avaient appris à respecter l'autorité, même quand elle a tort.

L'histoire lui avait appris ces paroles que le Général Murray adressait au Parlement d'Angleterre: "Je me glorifie de l'accusation portée contre moi d'avoir protégé chaudement et avec fermeté les sujets canadiens français du Roi et d'avoir gagné à son Souverain l'affection de ce peuple brave et intelligent dont l'émigration, si elle arrivait jamais, causerait une perte irréparable à l'Empire."

L'histoire avait appris ces faits et d'autres encore à notre grand Homme d'Etat canadien. Voilà pourquoi, il ne craignait pas de s'attirer le même reproche qu'on faisait au Général Murray; car il avait conscience de remplir un devoir sacré en demandant à ses concitoyens d'avoir assez d'intelligence et de cœur pour ne pas empêcher les Canadiens français d'apprendre et de parler leur langue.

## POURQUOI N'APPRENDRE QUE L'ANGLAIS ?

Mais on ne cesse de répéter: "Nous formons partie d'une colonie britannique", et on en conclut que tous les Canadiens ne doivent apprendre que l'anglais.

Sans doute le Canada est une colonie de l'Angleterre, mais est-ce que cela peut et doit nous empêcher de vouloir parler le français, la langue de Corneille et de Racine, de Bossuet et de Molière, cet idiome riche et glorieux que voulut parler le Marquis de Lorne en mettant le pied pour la première fois sur le sol canadien? "Je tiens, dit-il ce jour-là, en réponse à l'adresse de bienvenue qu'on



lui présentait, je tiens à exprimer mes sentiments dans ce beau langage qui, dans tant de pays et depuis tant de siècles, a été regardé comme le type de l'expression concise, nette, et le plus habile interprète de l'esprit et de la pensée humaine."

Cela nous dit seulement que nous devons apprendre et parler l'anglais. C'est ce que nous voulons et nous comprenons qu'en nous rendant maîtres de cette langue, *tout en conservant la nôtre*, nous avons tout à gagner.

Cette manière de voir, du reste, a toujours été celle des Canadiens français depuis la conquête.

Déjà en 1815. M. Robert, le supérieur du Séminaire de Québec, écrivait que "la connaissance de la langue anglaise devait faire partie de l'éducation de tous les jeunes gens du Canada."

Et Lord Durham en 1838 disait: "Il y a dans Québec dix fois autant d'enfants français qui apprennent l'anglais qu'il y a d'enfants anglais qui apprennent le français."

Nous pourrions affirmer qu'aujourd'hui il y a cinquante Canadiens français qui apprennent l'anglais pour un Anglais qui daigne apprendre le français.

Mais de là il y a un abîme à la conclusion que tirent quelques-uns de nos concitoyens qui ne veulent absolument que l'enseignement de l'anglais dans nos écoles. Ils veulent qu'on fasse ici ce qui ne se fait à peu près nulle part dans l'Empire Britannique.

Ne savent-ils pas qu'un million de Gallois, en plein pays anglais, parlent encore le gallois et qu'une grande partie de ces sujets britanniques ne savent pas un mot de la langue de l'Empire ?

Et ces habitants du pays de Galles ont débordé les limites de leur pays comme les gens de Québec ont débordé dans l'Ontario, dans les Provinces maritimes, dans l'Ouest, et ils ont occupé le comté anglais de Mammouthshire. Et dans ce comté, aussi bien que dans le pays de Galles, il y a un système d'école publique bilingue.

Ne savent-ils pas que 700.000 Irlandais parlent le gaélique irlandais et que, depuis quelques années surtout, on travaille, avec autant d'ardeur que de raison, à remettre en usage l'ancien idiome national ?

Ne savent-ils pas que 200.000 Ecossais parlent encore le gaélique écossais ?

Pourquoi alors reprocher aux Canadiens français de vouloir conserver leur langue quand, dans les Iles Britanniques même, le même désir se manifeste et s'exécute ?

Ne savent-ils pas que la place faite à la langue hollandaise dans

le régime administratif et scolaire de l'Union Sud-Africaine est la réputation la plus éclatante du système qu'ils veulent introduire au Canada ? La liberté qu'ils osent refuser aux Canadiens français et que ceux-ci doivent avoir méritée par cent cinquante ans de loyauté à l'Empire, les Anglais—les Anglais civilisés de l'Europe—l'ont accordée avec plaisir et sans réserve aux nouveaux sujets britanniques de l'Afrique-Sud. Là l'anglais ou le hollandais peut être la seule langue de communication et d'enseignement dans les écoles, au choix des parents. Les moyens nécessaires pour la bonne formation des professeurs bilingues ont été pris avec le plus grand soin. La langue de ceux qui, pendant des années, furent les ennemis acharnés de l'Angleterre, est traitée avec la même libéralité que celle des vainqueurs dont la générosité est appréciée et déjà récompensée.

Ne savent-ils pas, nos anglicisateurs à outrance, que l'Île de Malte a trois langues officielles toutes trois enseignées dans les écoles, que dans les Îles de la Manche, le français prédomine ?

Et ce qui se fait dans ces colonies de l'Empire, ce qu'on voudrait empêcher de se faire ici, se fait à peu près partout.

La Belgique n'est-elle pas une nation homogène et prospère. Et cependant elle se compose de quatre éléments distincts.

La Suisse, qui est située au milieu des peuples les plus puissants de l'Europe, et qui a réussi à maintenir, pendant plusieurs siècles, sa parfaite indépendance, n'est-elle pas composée de diverses nationalités ? N'est-il pas beau de voir ces trois petits peuples éparpillés dans leurs montagnes altières, ou groupés dans les vallées ou sur les rives de leurs lacs magnifiques, apprenant et parlant librement trois des langues modernes les plus populaires : le français, l'italien et l'allemand, et conservant religieusement leurs coutumes et leurs traditions, travaillant tous, la main dans la main, à maintenir intacte l'intégrité de leur territoire ?

Et pourquoi ces gens qui ne parlent pas tous la même langue n'aimeraient pas également leur pays, ne travailleraient pas avec la même ardeur à son progrès et à son développement, ne seraient pas animés de la même loyauté envers l'autorité qui les gouverne ?

Dans la partie septentrionale de l'Ecosse, on ne parle que le gaélique. Et ces Ecossais sont-ils moins loyaux que les Irlandais qui font usage de la langue anglaise ? Si c'était le cas, la reine Victoria, en 1849, n'aurait pas écrit à l'hon. Marquis de Lansdowne, ministre de l'éducation, cette remarquable lettre dans laquelle elle exprime son espoir que "le gaélique sera enseigné dans toutes les écoles de l'Ecosse de



même que l'anglais. Rien, dit-elle, ne peut contribuer aussi efficacement à la conservation du beau caractère écossais." Et dans la même lettre, elle affirme aussi que son désir est que les Gallois apprennent leur langue aussi bien que l'anglais.

Dans le pays de Galles, on s'est rendu à ce désir de la Souveraine, on parle le gallois et nulle part ailleurs le Roi n'a de plus fidèles sujets. C'est même de ce pays que vient le Premier ministre actuel de l'Angleterre et c'est lui qui a lutté toute sa vie pour que ses compatriotes demeurent fidèles à leur idiome national.

Pourquoi ne nous serait-il pas permis de faire ici ce qui se fait à peu près partout dans l'Empire Britannique ?

Et nous ne le demandons même pas, nous ne l'exigeons même pas ! Nous n'osons pas même le demander à des concitoyens qui devraient avoir plus de largeur de vues ! Nous nous contentons de leur dire : Laissez-nous au moins le peu que nous accorde la loi mesquine qui nous régit. Cette loi permet à nos enfants d'apprendre d'abord assez de français pour être en état de réciter leurs prières correctement dans la langue de leurs pères et de leurs mères, de pouvoir lire et écrire aux auteurs de leurs jours dans la langue dont ces bons parents se sont servis pour inculquer à leurs enfants l'amour de Dieu et de la patrie. Et ensuite, ces enfants seront obligés par cette loi de n'apprendre que l'anglais et de tout apprendre en anglais.

Voilà tout ce que l'on nous accorde et encore, aux yeux de quelques-uns, c'est trop et on veut nous l'enlever sans songer qu'on blesse ainsi nos sentiments les plus légitimes, qu'on fait preuve d'une mesquinerie, d'une étroitesse d'esprit inconnues dans toutes les parties de l'immense Empire britannique, qu'on enlève dans le cœur de ceux qui sont ainsi privés de leurs droits et qui en souffrent, l'amour d'un drapeau qu'on prétend être l'emblème de toutes les libertés légitimes.

Et pourquoi ne serions nous pas de loyaux sujets de Sa Majesté tout en sachant une autre langue que l'anglais ?

La chose est possible, c'est évident, et les hommes d'Etat de l'Angleterre le comprenaient bien, en 1852, quand les évêques de la Province de Québec voulurent fonder une Université. Lord Elgin consentit à les aider. Il se rendit lui-même en Angleterre pour obtenir la faveur désirée par les évêques. Et les deux raisons que ce distingué Gouverneur donna au Parlement anglais et protestant de notre Mère patrie pour obtenir une charte aux pouvoirs les plus étendus, c'est que les évêques voulaient fonder à Québec une Université afin de pouvoir conserver les enfants français et catholiques. Et ces Anglais à l'esprit

large comprirent que plus ces coloniaux resteraient fidèles à leur foi et à leur langue, plus ils seraient fidèles à leur Roi, plus ils seraient des citoyens honnêtes et utiles.

Ces Anglais intelligents et patriotes ne se trompaient pas. Les Canadiens français ont gardé leur foi et leur langue et tout le pays en a bénéficié.

Les dernières statistiques publiées par le Gouvernement montrent que sur 100.000 de population, il n'y a que 102 condamnations judiciaires dans la province de Québec tandis qu'il y en a 234 dans l'Ontario. Ces statistiques nous disent aussi qu'il y a eu 38 condamnations à la peine de mort, en dix ans, dans l'Ontario contre quatorze dans la province de Québec, et encore sur ces quatorze condamnés à mort, plusieurs étaient des immigrants non naturalisés, nouvellement arrivés d'Europe.

Les statistiques au sujet de la natalité dans les différentes provinces du Dominion nous font savoir aussi que sur dix mille habitants, la province de Québec donne 379 enfants, tandis que la province d'Ontario n'en donne que 242 et la province de la Saskatchewan 228.

La province de Québec est la seule de toutes les Provinces dans laquelle la prohibition ne soit pas en force et c'est à peu près celle dans laquelle il se vend moins de boisson.

C'est aussi la seule province où l'instruction ne soit pas obligatoire et c'est là où il y a la meilleure assiduité des enfants à l'école. Dans le tableau comparatif de l'assistance scolaire pour les neuf provinces de la Puissance proportionnellement à la population, la province de Québec est à la tête de la liste. Il y a plus de quatre-vingts pour cent des enfants qui fréquentent régulièrement l'école, tandis qu'il n'y en a que soixante et quatre dans la province d'Ontario, et encore moins dans à peu près toutes les autres provinces.

La province de Québec, de toutes les provinces de la Puissance, est celle dans laquelle la minorité est traitée avec le plus de justice et de libéralité. Cette minorité, qui se compose d'environ quatorze pour cent de la population, a ses écoles dans lesquelles elles peut faire donner à ses enfants l'enseignement qu'elle préfère. Toutes les écoles anglaises et protestantes sont sous l'administration du Comité protestant de l'Instruction publique. Ce comité détermine à son gré le programme des études, choisit les livres qui doivent être mis entre les mains des élèves, fait tous les règlements qui regardent l'organisation, l'administration et la discipline de ces écoles.

Il y a à peine quelques mois, se tenait à Ottawa le Congrès de la



"Dominion Educational Association". Un grand nombre de représentants des provinces anglaises assistaient à ce Congrès. Comme dans plusieurs de ces provinces, les minorités se plaignent d'être traitées avec injustice, ces congressistes voulurent se renseigner sur la manière avec laquelle l'infime minorité de la province de Québec est traitée par la majorité.

C'est l'inspecteur en chef des écoles protestantes dans Québec, le Dr Sutherland, un Anglais protestant né dans l'Ontario et formé dans cette province, qui s'est chargé de leur donner tous les renseignements désirés. "Il n'y a jamais eu, a-t-il affirmé, l'ombre d'une friction dans le département de l'Instruction publique depuis la Confédération... Quelle que soit la chose que nous désirions, nous, les Anglais protestants, nous n'avons qu'à le dire au gouvernement et il nous l'accorde... Nous jouissons d'une liberté merveilleuse; nous n'avons jamais le moindre trouble et nous sommes parfaitement heureux."

M. le professeur O'Hagan d'Ontario écrivait, il y a à peine quelques semaines: "La minorité protestante de la province de Québec reçoit toute la liberté qu'elle peut désirer sous le rapport de l'éducation. Dans ses écoles, elle peut enseigner le français ou ne pas l'enseigner. Elle possède ses propres universités, ses écoles supérieures, ses écoles normales, ses écoles élémentaires, ses propres inspecteurs. Les gens de Québec comprennent parfaitement l'avantage de connaître les deux langues du pays, le français et l'anglais; et aussi tous les représentants canadiens français à la Chambre des Communes, de quelque village reculé qu'ils viennent, peuvent parler dans la Chambre les deux langues et quelquefois leur anglais est meilleur et plus correct que celui des députés anglais unilingues d'Ontario."

Au mois de décembre dernier, l'Hon. M. Mitchell, trésorier de la Province, prononçait au Parlement un discours dans lequel il disait: "qu'il n'y a pas dans tout l'Empire de meilleurs amis des institutions britanniques et du drapeau qui les abrite, des champions plus valeureux des libertés et des droits égaux que ses compatriotes catholiques romains, canadiens français de la province de Québec."

Imagine-t-on quels cris d'indignation sortiraient de toutes les poitrines de nos anglicisateurs si, dans cette province de Québec, où ils sont traités avec tant de justice et de délicatesse, on ne leur permettait de n'apprendre l'anglais que dans le cours primaire comme on permet ici à nos enfants d'apprendre le français que dans ce cours!

## L'ENSEIGNEMENT DIRECT

Et encore quelques-uns veulent même enlever à nos enfants ce privilège que donne la loi de la province et ils osent prétendre qu'ils manifestent une réelle sympathie envers notre langue, en nous demandant de ne laisser enseigner le français que dans les grades supérieurs.

Ils veulent préconiser et introduire ici ce qui est connu sous le nom "d'enseignement direct", c'est-à-dire, donner aux enfants des professeurs anglais qui ne connaissent pas un mot de la langue parlée par leurs élèves.

Or cette méthode n'est pas nouvelle. Elle a été essayée en Suisse, en Belgique, dans le pays de Galles, même ici au Canada, dans la Nouvelle Ecosse. Partout, dans ces différents endroits, les Gouvernements ont chargé des hommes experts en éducation d'étudier les effets de ce genre d'enseignement et tous ont été unanimes à affirmer que ces effets sont désastreux. Le bon sens, du reste, suffit à prouver cette vérité.

Et c'est après cette constatation que nos éducateurs de la Saskatchewan viennent supplier le Gouvernement d'introduire cet enseignement dans la province. Ce qu'ils veulent et ce qu'ils n'osent pas dire ouvertement, c'est faire disparaître entièrement l'usage du français.

Ce qu'on veut introduire ici, c'est ce qui se faisait dans la province de Québec. On n'y enseignait le français aux enfants anglais que dans les grades supérieurs, dans les "high schools". Or les Anglais de cette province, regrettant de constater que leurs compatriotes ne savaient pas du tout le français, ont décidé unanimement, à la dernière réunion du Comité protestant de l'Instruction publique, qu'à l'avenir le français serait enseigné aux enfants dans le cours primaire.

Qu'on fasse ici ce qui se faisait à Québec et nos Français dans quelques années ne sauront pas et ne parleront plus leur belle langue. C'est peut-être ce que désirent les partisans de l'enseignement direct, mais c'est précisément ce que nous ne voulons pas.

Ces gens-là donnent pour raison de leur manière de penser et d'agir, leur volonté de faire apprendre l'anglais plus vite et plus facilement dans nos écoles par les enfants de nationalités étrangères. Or ils veulent prendre un moyen qui ne permettrait pas du tout de réaliser ce désir.

Cet enseignement direct, on l'avait introduit dans la Nouvelle-Ecosse; on y obligeait tous les enfants français à apprendre d'abord



l'anglais. Voyant les piètres résultats obtenus dans les écoles, le Gouvernement a nommé une commission d'hommes sérieux et honnêtes qu'il a chargés d'étudier ce qu'il y avait de mieux à faire pour arriver à inculquer l'anglais dans l'esprit de ces élèves aussi vite et aussi parfaitement que possible.

Ces hommes se sont mis à l'œuvre; ils ont visité la plupart des écoles de la province; ils se sont rendu compte que le Département de l'Instruction publique faisait absolument fausse route et ils lui ont passé un rapport dans lequel ils affirment que "l'erreur fondamentale qui explique l'insuccès des élèves dans l'étude de l'anglais, c'est qu'on veut leur faire enseigner cette langue par des professeurs qui ne savent pas celle de leurs élèves et qu'on ne laisse pas à ceux-ci la faculté d'apprendre d'abord celle qu'ils ont apprise sur les genoux de leur mère." "Vos commissaires, disent-ils, sont convaincus que seuls des professeurs français sont compétents à donner l'instruction convenable à des élèves français jusqu'à ce que ceux-ci aient acquis une certaine connaissance de l'anglais."

Et le Gouvernement, composé d'hommes qui veulent le bien de leur province et le bonheur de leurs concitoyens, s'est rendu à l'avis des commissaires compétents dont il avait réclamé la lumière et les conseils.

M. MacKay, surintendant de l'Instruction publique dans la Nouvelle-Ecosse, au nom du Gouvernement, a demandé "que l'enseignement fût donné aux élèves français pendant les quatre premières années dans leur langue maternelle et que des livres de lecture en langue française leur fussent mis entre les mains. Pendant ces quatre années, les élèves devront apprendre assez d'anglais pour se rendre capables de recevoir l'instruction complètement en anglais... de cette façon, ajoute le surintendant, les Français apprennent l'anglais plus vite et plus facilement."

Voilà ce que l'expérience d'une province nous démontre et ce que l'on veut mettre ici de côté.

Le fameux inspecteur des écoles de l'Ontario, le Dr Merchant, est absolument du même avis que les éducateurs de la Nouvelle-Ecosse. Il ne se gêne pas pour donner le fruit de son expérience et il affirme que "les meilleurs résultats dans les écoles sont toujours obtenus quand, dans les premières années, le medium d'instruction est la langue maternelle des enfants."

Le Dr Parmelee, qui est à la tête du Département de l'Instruction publique dans la province de Québec, est absolument de la même opi-

nion. “L’expérience m’a surabondamment prouvé, écrit-il, que l’enseignement doit d’abord se faire dans la langue maternelle de l’enfant.”

La leçon sur ce sujet pourrait surtout être donnée à nos gens de la province par les éducateurs de l’Angleterre. Dans le pays de Galles, pendant des années et des années s’était répandue cette utopie d’une seule langue comme condition de progrès dans les études de l’enfant. Après expérience faite, on en est revenu au bilinguisme à l’Université, dans les écoles supérieures et secondaires comme dans les écoles primaires.

Et quel en a été le résultat ? Le voici, donné par M. Davies, secrétaire général du Bureau d’éducation dans le pays de Galles. Nous citerons ses propres paroles :

“Les résultats ont fait plus que désarmer mes objections : ils ont dépassé les espérances des plus ardents partisans du bilinguisme. En neuf ans, les enfants gallois ont fait plus de progrès dans toutes les matières que les générations précédentes en avaient fait en cinquante ans. La génération actuelle sait sa langue maternelle, la parle et l’écrit grammaticalement. De plus elle parle et écrit l’anglais infiniment mieux que les anciens élèves des écoles uniquement anglaises.”

“Il est désirable, ajoute-t-il, que l’attention des instituteurs soit appelée sur cette question et que les inspecteurs de Sa Majesté encouragent la pratique de l’enseignement bilingue en se servant eux-mêmes de la langue galloise dans l’examen des élèves.”

Et M. Owen Edwards, inspecteur en chef de toutes les écoles dans le Département gallois du Bureau d’éducation en Angleterre, s’exprime ainsi : “Au sujet de l’enseignement de l’anglais aux enfants parlant le gallois, nous avons, pendant plusieurs années, essayé la méthode directe qui est aujourd’hui unanimement condamnée. Nous avions en effet pensé que le meilleur moyen de faire apprendre l’anglais aux enfants était de rendre l’atmosphère et le langage de l’école entièrement anglais et de n’employer le gallois—si même il fallait seulement l’employer—que pour donner les explications absolument nécessaires.

“Or cette méthode a été un véritable fiasco, affirme M. Edwards et il ajoute :” Maintenant, dans la partie où la langue galloise domine, on n’exagère pas en disant que la méthode d’enseignement au moyen de la langue parlée dans la famille, a presque doublé la valeur des écoles... Cette méthode a aussi facilité beaucoup la connaissance de l’anglais. Un élève, dans le troisième cours d’une école où la méthode est employée, écrit l’anglais plus correctement et le lit plus intelligemment qu’un élève du cinquième cours d’une école où l’ancienne mé-



rhode est encore en usage. C'est-à-dire *qu'un enfant de neuf ans qui a d'abord commencé par apprendre sa langue écrira mieux l'anglais et le lira plus intelligemment qu'un enfant gallois de onze ans à qui on n'a enseigné que l'anglais depuis les premiers jours de son entrée à l'école. Telle est mon expérience.*"

Voilà ce qui s'est fait ailleurs et ce que semblent ignorer des gens qui écrivent et parlent sur cette question de manière à fausser le jugement de ceux qui sont tout disposés à les croire bien renseignés sur cette question si délicate et si importante. Ceux qui se mettent ainsi à la tête de ces mouvements dangereux qui se sont manifestés tout dernièrement, mouvements bien inexplicables surtout dans les circonstances par lesquelles nous passons, quand les Anglais et les Français de l'Europe luttent côte à côte pour la grande cause des libertés sociales, ceux-là prennent sur leurs épaules une rude responsabilité et menacent de faire écrire une page noire dans l'histoire de notre chère province.

Ils ne doivent pas avoir plus à cœur le bien du pays qu'un homme comme Lord Shaughnessy qui disait tout dernièrement: "Dans le passé, nous nous sommes contentés de donner à nos fils et à nos filles une éducation suffisante dans leur langue maternelle; mais si les leçons de la guerre doivent être prises à cœur et si nous voulons étendre notre commerce, il va falloir rendre nos enfants familiers avec les langues des autres nations. L'enseignement du français devrait être obligatoire dans toutes les écoles de l'Empire; car cet idiome est le meilleur moyen de communication dans l'univers entier."

Ils ne doivent pas mieux connaître notre état social que les membres distingués de notre Société Royale. Or cette Société, dans son assemblée annuelle de 1916, adopta unanimement une résolution déclarant désirable que "dans les écoles canadiennes l'on fasse une plus large place à l'étude de la langue et de la littérature française."

Déjà, l'année précédente, sir James Grant avait écrit: "Le plus solide levier du succès dans la vie, c'est une connaissance approfondie de la langue française dont on devrait encourager l'enseignement dans nos écoles d'un bout à l'autre du pays, pour raffermir les liens qui nous unissent comme peuple."

Que de choses nous pourrions encore écrire sur cette question si importante! Que de vérités nous pourrions exposer sur ce sujet qui nous intéresse et comme Français et comme catholiques! Que de statistiques vivantes et instructives nous pourrions donner, que de principes

pratiques nous pourrions rappeler à nos frères dans la foi qui ne parlent pas notre langue !

Mais ce qui est mentionné dans ces quelques lignes suffit pour attirer l'attention sérieuse de tous ceux qui sont capables de réfléchir et qui veulent sincèrement le bien.

Nous avons assez de confiance dans les hommes que la Providence a placés à la direction de notre province pour être convaincus qu'ils ne se rendront pas au désir manifesté par nos syndics d'écoles et les "Grain Growers". Qu'ils prennent tous les moyens possibles pour faire apprendre l'anglais à nos enfants, nous les en féliciterons. Mais ils sont trop intelligents et trop patriotes, ils connaissent trop bien l'histoire de l'Empire et de cette colonie pour qu'ils puissent jamais songer à nous enlever le peu—le trop peu—que la loi actuelle nous accorde en ce qui regarde l'enseignement du français à nos enfants. Ceux-ci continueront à apprendre ici dans nos écoles les deux plus belles langues modernes, celles des deux plus illustres nations de l'Europe.

Quelques-uns de nos concitoyens, aveuglés par les préjugés, mûs par une ignorance regrettable, pourront encore nous ennuyer et même nous faire souffrir. Nous continuerons à vouloir vivre en paix, en harmonie avec ceux qui chôment la Saint-Georges, la Saint-André, la Saint-Patrice. Comme eux nous avons le droit de nous rappeler nos traditions. Or une des plus sacrées est celle de notre langue, la plus belle, la plus pure de l'univers.

Nous continuerons, en dépit des tracasseries qu'on nous fera, à aimer le Canada. C'est la terre de nos aïeux ; c'est le sol sacré que nos pères ont foulé et conquis, sur lequel ils ont répandu leurs sueurs et leur sang. C'est ici qu'ils sont nés ; c'est ici qu'ils sont morts. Le Canada est donc pour nous un berceau, c'est une tombe.

Il y a près de deux siècles que la race canadienne française est assaillie de tous côtés et de toutes façons. Cela ne l'a pas empêchée de se conserver et de se développer. Elle se maintiendra ; elle grandira encore, malgré tout ; car on peut dire d'elle ce que von Buelow disait de la France : "Elle a une foi inaltérable en l'indestructibilité de ses forces vitales et, chez elle, ce dogme se base sur les données de l'histoire."







